



ÉTATS-UNIS-DAECH : POLITIQUE COHÉRENTE ? PLUS QU'ON NE LE SUPPOSERAIT...

[Tanguy Struye de Swielande](#), [Chloé Daelman](#)

L'Esprit du temps | « Outre-Terre »

2015/3 N° 44 | pages 71 à 79

ISSN 1636-3671

ISBN 9782847953350

DOI 10.3917/oute1.044.0071

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2015-3-page-71.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Esprit du temps.

© L'Esprit du temps. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

États-Unis-Daech : politique cohérente ?

Plus qu'on ne le supposerait...

Tanguy Struye de Swielande,
Chloé Daelman¹

La rapide expansion de l'État islamique (EI, Daech) pose aux États-Unis le défi de la gestion des aires régionales qui ne sont plus leur première priorité. Mais si la grande stratégie définie par le président Obama a recentré la politique américaine vers l'Asie-Pacifique, il n'en reste pas moins important pour la première puissance mondiale de conserver une influence dans chaque région du monde. En effet, comme le notait Robert Jervis : « La majorité des États se préoccupent de leur voisinage immédiat, mais pour un hégémon, c'est le monde qui est son voisinage »².

En Syrie, la guerre civile ravageant le pays depuis quatre ans, ainsi que les gesticulations politiques des acteurs étrangers quant à l'avenir du régime d'el-Assad, furent profitables à l'essor de l'EI qui s'est implanté dans le pays à partir de 2013. En Irak, l'accent militaire donné par les Américains dans la période post-Saddam et la prise en compte tardive de la dimension politique nécessaire à la stabilisation du pays participèrent également de la mise en place d'un terrain propice à la naissance et à l'extension du groupe terroriste, en particulier après le retrait des troupes américaines fin 2011.

Si Daech se révèle séduisant pour une partie des populations irakienne et syrienne c'est avant tout parce que l'État central ne leur a pas ou plus apporté ce que l'EI leur promet, à savoir les services publics de base, tels que la santé, l'éducation et la sécurité... Le général David Petraeus³ en arrivait dès 2007 à la conclusion suivante : « l'une des manières les plus efficaces de lutter contre le terrorisme consiste à évaluer les besoins auxquels les populations sont sensibles et que les terroristes exploitent à leur avantage »⁴.

1 Professeur en relations internationales à l'Université catholique de Louvain ; doctorante en relations internationales à l'Université catholique de Louvain. Nous tenons à remercier Dorothee Vandamme pour ses conseils

2 Cf. Robert Jervis, Robert, « The Compulsive Empire », *Foreign Policy*, n° 137, 2003, p. 84.

3 Il fut nommé commandant de la coalition militaire en Irak en janvier 2007 puis obtint en avril 2008 la direction de l'United States Central Command supervisant les opérations en Afghanistan et en Irak.

4 Cf. Zaki Laïdi, *Le monde selon Obama*, Paris, Stock, 2010, p. 117.

IRAK-SYRIE : DE LA RÉTICENCE À L'INTERVENTION

L'entrée en fonction de Barack Obama à la Présidence des États-Unis en 2009 bouleverse la stratégie américaine en vigueur jusqu'alors dans la région, tant à cause du pivot vers l'Asie-Pacifique que des variables individuelles et collectives au sein de la nouvelle Administration.

Pour Obama, l'Irak a toujours été une « guerre de choix », contrairement à l'intervention en Afghanistan qu'il estime avoir été une « guerre de nécessité ». À cet égard, il n'a cessé de se positionner comme un Président qui finit les guerres et ne les commence pas, d'où sa promesse électorale visant à retirer le plus rapidement possible les troupes américaines d'Irak. Si le Président a cette volonté de terminer les guerres débutées par son prédécesseur, c'est également en raison de la situation interne américaine. La crise financière de 2008 a recadré les priorités du Président sur le niveau national, estimant qu'il est temps de consolider la nation américaine (*nation building at home*)⁵.

Les États-Unis qui font face à un déclin relatif estiment qu'il faut réduire les dépenses militaires, réallouer les ressources vers l'intérieur et redéfinir une politique étrangère plus modeste. Ainsi dans son ouvrage *Foreign Policy Begins at Home*⁶, Richard Haass défend l'idée d'établir une grande stratégie de la restauration (*Restoration*). Les États-Unis ayant appliqué ces dernières années une politique de surextension à l'étranger et une politique intérieure inférieure à leurs capacités, de nombreux piliers qui au fondement de la puissance américaine s'en sont trouvés fragilisés⁷. Aussi Haass préconise-t-il un rééquilibrage important entre politique étrangère et politique intérieure, sans pour autant tomber dans une politique d'isolationnisme. Il s'agit de favoriser comme le rappelle régulièrement Obama le *nation building at home*, en reconstruisant les piliers de la puissance : éducation, infrastructures, sciences et technologies. Ce n'est que par ce biais que les États-Unis pourront à long terme garantir leur leadership. En politique étrangère cela se traduit par la doctrine du *leading from behind*⁸ et le concept de « patience stratégique »⁹.

Cette décision illustre bien le dilemme du beurre et des canons auquel est confronté Washington. Sans un pilier économique fort, il n'y aura plus de leadership américain : dès lors il faut à nouveau assurer une croissance économique, tout en se

5 C'est en 2012 qu'il déclare « La marée guerrière en Afghanistan a "reflué" et c'est heureux parce qu'il est "maintenant temps de nous focaliser sur la construction nationale chez nous" », in Mona Charen, « Where is the Nation Building at Home ? », *Town Hall*, 5 septembre 2014.

6 Cf. Richard Haass, *Foreign Policy Begins at Home*, New York, Basic Books, 2014.

7 *Ibid.*, p. xi.

8 Cf. Lizza Ryan, « Leading from behind », *The New Yorker*, 26 avril 2011.

9 National Security Strategy, White House, Washington, février 2015.

désengageant de théâtres d'opérations, mais sans mettre en danger l'intérêt national américain *stricto sensu*. La crise économique ayant touché l'un des fondements de la puissance américaine, Obama préconise une politique d'engagement sélectif et non plus tous azimuts. Il va donc, contre l'avis de certains de ses généraux et conseillers (Clinton, Gates, Panetta), retirer l'intégralité des forces militaires américaines présentes en Irak à la fin de l'année 2011. Le Président a toutefois l'appui inconditionnel de sa garde rapprochée¹⁰ (McDonough, Rice, Jarrett, Pfeiffer), qui lui est loyale et qui s'attache en priorité au respect des promesses électorales. Fin 2011, les troupes américaines quittent l'Irak, laissant au Premier ministre irakien Nouri al-Maliki le champ libre dans la poursuite de sa politique répressive à l'égard des sunnites. Ces derniers, persécutés, deviennent un terreau fertile au sein duquel Daech n'hésitera pas à recruter.

Malgré une instabilité de plus en plus pesante en Irak en 2012 et 2013, il faut attendre le mois d'août 2014 pour que la première intervention américaine soit décidée et appliquée. Ni la prise de Faloudja début 2014 par Daech ni celle de Mossoul en juin de la même année n'auront suscité la moindre volonté d'intervention de la part des États-Unis, l'Administration Obama estimant que l'État islamique est un acteur de seconde zone¹¹, et surtout ne voulant pas envoyer à nouveau des contingents américains sur le sol irakien. La prise de décision d'Obama semble parfois relativement proche de la pensée du groupe de ses conseillers, soit un processus fermé avec le micromanagement qui le caractérise dans des limites prescrites. En outre, ses convictions (opposition à envoyer des forces au sol et à s'impliquer à nouveau en Irak, volonté de rupture avec l'interventionnisme de Bush) sont tellement fortes que face à la réalité du terrain le Président se voile en partie la face (limitation des discussions à quelques alternatives, pas d'examen des objectifs à atteindre et des valeurs en jeu, absence de réexamen de l'option privilégiée, pas de réévaluation des alternatives considérées comme non-satisfaisantes...). Deux événements vont cependant marquer un tournant dans l'évaluation de la menace par Daech : l'avancée de l'organisation en direction d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien, et l'assassinat du journaliste James Foley en août 2014 qui fait une forte impression sur l'opinion publique américaine.

Le 8 août 2014, les premières frappes aériennes débutent en Irak, il faut attendre le mois de septembre pour que la coalition arabo-occidentale intervienne en Syrie. La stratégie du Président américain pour combattre Daech vise désormais à contenir le groupe et s'articule autour de quatre points centraux¹² :

10 Nous entendons par garde rapprochée les *spin doctors*, les conseillers en communication présents de longue date autour du Président, etc.

11 Le président Obama qualifiera la menace Daech de « JV Team » (Junior Varsity Team, équipe universitaire).

12 President Obama, « We Will Degrade and Ultimately Destroy ISIL », *White House*, 10 septembre 2014.

Amorcer une campagne de frappes aériennes ;

Augmenter le soutien aux forces qui combattent l'EI sur le terrain par l'envoi de formateurs américains sur place pour entraîner l'armée irakienne, les pechmergas kurdes ainsi que les rebelles syriens ;

Faire appel aux capacités de contreterrorisme (par exemple le renseignement) tout en s'assurant le soutien d'autres acteurs de la région ;

Fournir une assistance humanitaire aux civils.

Cette stratégie relève assez clairement de l'endiguement, et non d'une volonté de destruction dont l'objectif serait l'élimination de Daech. Il n'est question que de frappes aériennes, l'envoi de troupes sur le terrain (*boots on the ground*) étant exclue par Obama¹³, contre l'avis de certains de ses conseillers. En effet le renvoi de troupes au sol irakien marquerait d'une part l'échec de la politique de retrait et risquerait d'autre part de relancer les États-Unis dans une guerre longue et coûteuse. Cela serait d'autant plus le cas que, bien que l'EI ait les fonctions régaliennes d'un État, il n'en demeure pas moins un groupe terroriste, donc toujours plus difficile à combattre qu'un État au sens classique du terme.

Cette intervention militaire tardive et très limitée s'explique également par une redéfinition des priorités américaines sur la scène internationale. Si le Moyen-Orient a longtemps tenu une place centrale pour les États-Unis, en particulier durant la Guerre froide, le Président Obama entend comme on l'a vu déplacer cette priorité vers l'Asie-Pacifique¹⁴. Dans cette optique, Washington estime que les États de la région doivent intervenir eux-mêmes pour régler les problèmes et les crises à leurs frontières. Cet exercice est cependant d'autant plus ardu que les États sont divisés sur la question du départ d'el-Assad et que le régime syrien actuel est soutenu entre autres par Moscou et Téhéran.

L'IRAK, UN THÉÂTRE D'APPLICATION DE LA REDÉFINITION STRATÉGIQUE AMÉRICAINE

Les premières frappes aériennes contre Daech en Irak et/ou en Syrie, en août 2014, ont été conduites par la coalition *ad hoc* arabo-occidentale, emmenée par Washington et regroupant 22 États préoccupés par l'avancée du groupe terroriste dans la région. Cette coalition comprend notamment l'Arabie Saoudite, le Qatar

13 Notons qu'al-Abadi, nouveau Premier ministre d'Irak s'oppose également à l'arrivée de troupes américaines sur le sol irakien sauf pour former l'armée irakienne.

14 Cette réorientation est aussi rendue possible par l'exploitation du gaz et du schiste, les États-Unis étant devenus moins dépendants du Moyen-Orient.

et la France. L'Iran n'en fait pas partie mais est impliqué dans la lutte contre Daech ; la Turquie attendra le 29 août 2015 pour mener des raids contre l'organisation. Si l'intervention a été tardive pour les raisons mentionnées *supra*, cela s'explique également par une volonté de partager les coûts et les risques (*burden and risk sharing*), Washington comptant davantage sur ses alliés et ses partenaires que par le passé.

Afin de maintenir sa position prédominante, Washington doit se focaliser sur un certain nombre de pays relais capables de servir les intérêts américains dans les différentes régions de par le monde afin de contrecarrer l'action des différentes puissances émergentes. Les questions régionales ne se réduisent toutefois pas à une question d'États-pivots devant s'opposer aux puissances émergentes ou les contrôler. Comme l'indique le *Global Strategic Assessment 2009* : « Le monde semble figé dans une querelle constante entre géopolitique et mondialisation, luttes interétatiques classiques pour la compétition et coopération, sans compter les dynamiques émergentes à l'intérieur desquelles les effets bénéfiques comme néfastes de la mondialisation ont une importance accrue. Les décideurs politiques devront rechercher le meilleur équilibre entre les forces traditionnelles et émergentes »¹⁵.

Dans un monde en transition, les États-pivots acquièrent une nouvelle dimension, en particulier ceux qui se trouvent à l'intersection de différentes sphères d'influence¹⁶. Dans la plupart des régions, la politique américaine consiste à ne pas s'engager directement, les États-Unis se réservant plutôt le rôle de balancier extérieur au sous-système. Les États-pivots, ou « soudure » dans la terminologie de Thomas P. M. Barnett¹⁷, sont donc les États devant freiner les avancées des puissances émergentes et qui sont à même d'influer sur la stabilité régionale¹⁸. Ces États sont interchangeables : pour chaque État-pivot, Washington veille à se réserver une alternative en cas de besoin. Il s'agit ainsi de réduire les engagements directs des États-Unis et de conférer à certains États une place particulière au sein de chacune des grandes régions¹⁹. À ce titre, la *Quadrennial Defense Review* de 2014 indique : « Dans beaucoup de régions, nous assistons à l'émergence de partenaires internationaux ayant la capacité de jouer un rôle sécuritaire productif, voire prédominant, dans leurs régions respectives »²⁰. Ayant de la sorte d'abord joué les cartes qatarienne et saoudienne, les États-Unis privilégient aujourd'hui les cartes turque et iranienne (alliances de circonstance sur le terrain).

15 Cf. Patrick Cronin, *Global Strategic Assessment 2009, America's Security Role in a Changing World*, Washington D.C., Institute for National Strategic Studies, National Defense University Press, 2009, p. 4.

16 Cf. Tim Sweijs, William Oosterveld, Emily Knowles, Menno Schellekens, « Why are pivot states so pivotal? The role of pivot states in regional and global security », The Hague Centre for Strategic Studies, La Haye, 2014, p. 6.

17 « The Pentagon's New Map », *Esquire*, 1^{er} mars 2003.

18 Cf. Robert Chase, Emily Hill, Paul Kennedy, « Pivotal States and US Strategy », *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 1, 1996, p. 33-50.

19 Ce qui renvoie à la doctrine réaliste de Guam élaborée par Nixon avec l'aide d'Henry Kissinger.

20 *Quadrennial Defense Review*, Department of Defense, 2014, p. 6.

Les États-Unis, pour maintenir leur prédominance, visent à la survie de leur modèle de mondialisation (libre-échange, démocratie, etc.). L'analyse de Barnett permet de mettre en lumière la stratégie mise en place dans ce but. Cet auteur a élaboré un concept de *Pentagon's Map* divisant le monde en deux : le *functioning core* (noyau) et le *non-integrating gap* (faille). Le *functioning core* est le cœur du monde : Russie, Inde, Europe occidentale et nordique, Amérique du Nord, Chine (région maritime), Japon, Australie, Afrique du Sud, Argentine, Brésil et Chili. La faille est composée des Caraïbes, de la partie andine de l'Amérique du Sud, de l'essentiel de l'Afrique, des Balkans, du Caucase, du Moyen-Orient, d'une partie de l'Asie du Sud-Est et de la Chine intérieure. Toutes ces régions se caractérisent par des difficultés à entrer dans l'ère de la mondialisation. Ou bien le système établi affaiblit l'attrait pour des investissements (corruption, mauvaise gouvernance, etc.), ou bien ces régions sont sujettes à des conflits endémiques, des régimes autoritaires ou dictatoriaux, etc. L'objectif des États-Unis est d'intégrer les pays de la faille au noyau. Dans ce but un rôle important est réservé à la soudure, soit les États-pivots. Plus la soudure est forte et capable de défendre les intérêts régionaux américains, moins les États-Unis devront s'engager directement dans la faille, se cantonnant dans une aide économique, éventuellement militaire (matériel). À l'inverse plus la soudure est faible, plus l'engagement américain sera conséquent au travers d'une assistance économique et militaire (matériel et conseillers) et, en dernier recours, d'une intervention militaire directe. Or la stratégie militaire de Washington repose aujourd'hui sur la minimisation de la présence américaine sur le terrain (concept de *light footprint*, empreinte légère) : drones, forces spéciales, formations...

Barnett définit par ailleurs une règle de base en matière de sécurité aujourd'hui : « la capacité d'un pays à susciter une réaction militaire américaine est inversement proportionnelle à sa capacité à s'intégrer à la mondialisation »²¹. Pour Noel Parker, « la périphérie barbare n'est pas utilisée pour commander, elle offre des avantages limités et exige une coercition répétée et coûteuse pour la tenir en échec. Une périphérie civilisée, en revanche, bénéficiera d'avantages financiers et culturels de la métropole, et peut être contenue dans sa subordination, fournissant à l'empire son efficacité dans la protection de son commerce et de sa croissance économique »²². Il s'agit de rendre, comme l'exprime Barnett « la mondialisation mondiale » ou dans les mots de Haass « de promouvoir l'intégration »²³, et d'éviter ainsi une trop grande accumulation de frustration de toutes sortes se transformant à échéance en agressions contre le centre. Pour Benjamin Barber, il s'agit d'un clash entre tribalisme et mondialisation²⁴. La *Pentagon's Map* implique par conséquent une politique d'enga-

21 Cf. Daniel Kennely, « Q&A with...Thomas P.M. Barnett », *Doublethink*, été 2003.

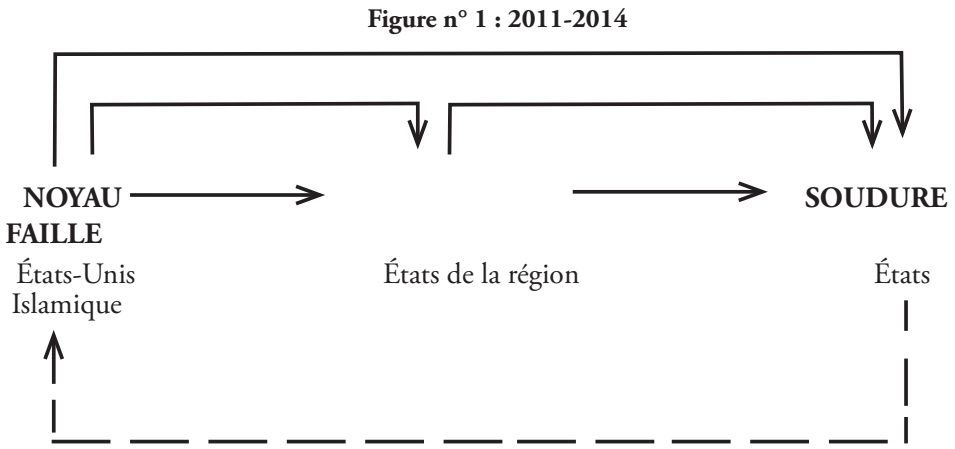
22 Cf. Noel Parker, « Empire as a Geopolitical Figure », *Geopolitics*, vol. 15, n° 1-2, 2010, p. 114.

23 Cf. Richard Haass, « The Case for Integration », *The National Interest*, n° 81, 2005.

24 Cf. Benjamin Barber, *Jihad vs. McWorld*, New York, Times Books, 1995.

gement et de présence dans la faille, et pas uniquement de défense de la forteresse. L'objectif final étant de réduire et si possible d'éliminer la faille. Une course contre le temps se met alors en place pour gagner le cœur et les esprits des populations avant que les chefs de guerre, mafias, dictateurs, tyrans, islamistes radicaux ne les manipulent et ne les transforment en chair à canon, étant eux-mêmes quelquefois manipulés par certaines puissances. L'intégration systémique mais également régionale devrait faciliter les interactions, réduisant alors le fossé entre le Nord et le Sud, la mondialisation évoluant vers un modèle dit de « mondialisation plurielle ».

Appliquons ce modèle à la question syrienne et irakienne. Les États-Unis espéraient en un premier temps que les acteurs régionaux tels que l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie et l'Irak interviendraient. De 2011 à 2014, Obama estimait qu'il était de la responsabilité des États régionaux de battre l'État islamique, agissant ainsi en tant que « soudure » (*to shrink the gap*) afin que l'État islamique (faille) n'atteigne pas les intérêts américains (noyau). Ce qui se modélise de la sorte :

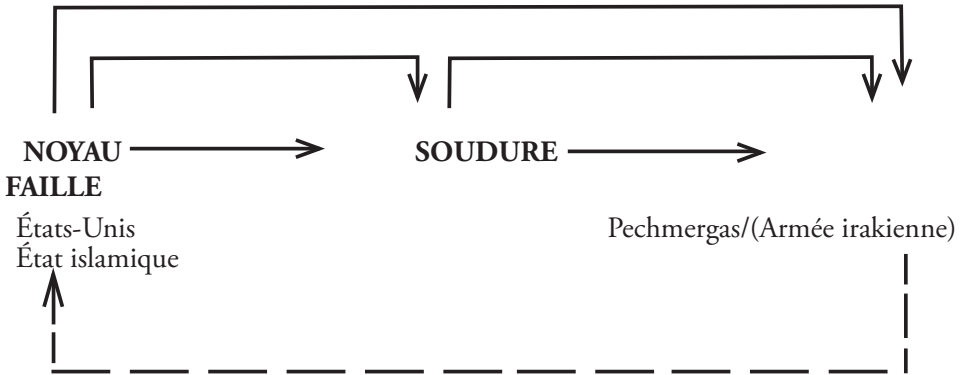


Source : Tanguy Struye de Swielande, *La politique étrangère américaine après la Guerre froide et les défis asymétriques*, Presses Universitaires de Louvain (PUL), 2003, p. 436.

La réalité n'allait pas toutefois répondre aux espérances américaines, les tensions traditionnelles entre le Qatar et l'Arabie Saoudite se traduisant très vite sur le terrain syrien, du moment où chacun soutenait des groupes différents dont de nombreux groupes radicaux (Jabhat al-Nosra, Liwa al-Tawhid, et Liwa al-Islam). La Turquie appliquait pour sa part une politique très ambiguë à l'égard de la crise syrienne, fermant les yeux sur les activités de l'État islamique qu'elle considérait comme un moindre mal par rapport aux Kurdes. Quant à l'Irak, État effondré, il était dans l'impossibilité de contenir et *a fortiori* de combattre l'État islamique. Par conséquent,

forcés d'intervenir de manière plus directe par intérêt, mais avec des réticences non dissimulée, les États-Unis se sont vus dans l'obligation d'adapter leur stratégie sur le théâtre d'opération, investissant ainsi dans la formation et l'armement des Pechmergas et de l'armée irakienne.

Figure n° 2 : à partir du mois d'août 2014 - actuellement



Source : Struye de Swielande, T., *La politique étrangère américaine après la Guerre froide et les défis asymétriques*, Presses Universitaires de Louvain (PUL), 2003, p. 436.

L'armée irakienne se révélant toutefois inefficace, les efforts investis pour la reconstituer n'eurent pas de réels effets sur le terrain à court terme ; ce sont les pechmergas qui enregistrèrent les avancées et les succès les plus significatifs face à l'EI.

Les Américains sont en outre contraints à une alliance de circonstance sur le terrain avec l'Iran lequel soutient les milices chiïtes.

Si l'Arabie saoudite et le Qatar s'impliquent dans la lutte contre l'EI islamique, c'est aussi pour contrecarrer l'influence grandissante de Téhéran en Irak et plus largement dans la région. Cette crainte des États sunnites de la région est renforcée par l'alliance militaire de fait sur le terrain entre Washington et Téhéran dans le contexte de la signature le 14 juillet à Vienne de l'accord sur le nucléaire iranien²⁵. Ce rapprochement, désiré depuis de nombreuses années par les États-Unis, suscite donc les craintes des États sunnites qui redoutent une alliance pure et simple entre Washington et Ankara. Par ailleurs, grâce à son influence en Irak contre l'État islamique et à son soutien au régime alaouite d'el-Assad, l'Iran s'efforce de constituer un axe chiïte dans la région. L'Arabie saoudite voit planer une menace sur son leadership. En effet,

²⁵ Si le Sénat américain n'avait pas encore ratifié l'accord sur le nucléaire iranien en août 2015, ce dernier augure d'une redéfinition de la région consécutivement à une levée potentielle des sanctions économiques à l'encontre de Téhéran.

ses frontières nord et sud sont instables : avancées de l'État islamique et influence grandissante de Téhéran en Irak ; rébellion houthiste au Yémen soutenue par l'Iran.

Depuis août 2015, la donne sur le terrain a de nouveau évolué avec la participation de la Turquie sur le théâtre syrien et irakien. Cette intervention turque et l'ouverture par Ankara de la base d'Incirlik à l'armée de l'air américaine recadre Ankara sur l'échiquier régional. C'est à la suite d'un attentat survenu sur son sol et attribué à l'EI qu'Ankara a initié ses frappes aériennes. Celles-ci ne visent toutefois pas uniquement Daech car la Turquie entend mener une « lutte contre le terrorisme » au sens large, lui donnant ainsi l'opportunité de cibler par la même occasion le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Cet attentat permet au président Erdoğan non seulement de contrecarrer le régime d'el-Assad à qui il est opposé, mais également de faire front contre le PKK et, dans le cadre des élections de novembre 2015, de renforcer la fibre patriotique afin de gagner celles-ci avec une large majorité et de pouvoir dès lors réaliser ses réformes. À ce titre les premières cibles des frappes aériennes turques ont été les positions du PKK et non pas celles de l'EI. Si l'accord entre Washington et Ankara a donné aux Américains l'accès aux bases turques, elle affaiblit parallèlement les Kurdes sur le terrain, alors que les États-Unis s'appuient sur ceux-ci pour contrecarrer l'action de l'Etat islamique.

En définitive, c'est une redéfinition des équilibres régionaux qui s'opère actuellement entre les États sur fond de lutte contre Daech.